

L'Eglise catholique dans la société. Une approche française, 1946-1978 (VIII)



Après la période de la guerre 1939-1945 et celle de la Libération, les catholiques de France participent à des changements durant au moins quarante ans. Pelletier partage cette évolution entre la Libération et l'ouverture du concile Vatican II (1945-1962) et la mise en œuvre de Vatican II (1962-1985). Je m'arrêterai à 1978, avec l'élection du Pape Jean-Paul II.

I. Apogée du catholicisme contemporain et crise

1. Evolution politique

Après le départ du Général Charles de Gaulle (1890-1970) à Colombey-les-deux-Eglises en janvier 1946, la deuxième Assemblée constituante adopte par référendum la Constitution de la IV^e République, entrée en vigueur après l'élection de Vincent Auriol (1884-1966) à la présidence de la République au début 1947. Si la France met en œuvre la reconstruction économique et financière, elle est rapidement aux prises avec la guerre d'Indochine (1946-1954) et les troubles en Afrique du Nord (Tunisie, Maroc, Algérie). La gravité des enjeux entraîne une instabilité ministérielle chronique. René Coty (1882-1962) succède à Vincent Auriol comme président de la République en 1954.

Après l'insurrection du 13 mai 1958 à Alger, René Coty fait appel au Général de Gaulle qui, le 1^{er} juin 1958, constitue un gouvernement. Il met fin à la guerre d'Algérie en 1962. Il fait adopter la Constitution de la V^e République, qui renforce le pouvoir exécutif et oriente la France vers un régime présidentiel. Après les événements de mai 1968, Charles de Gaulle est désavoué en 1969. Il quitte définitivement la vie politique.

2. Evolution ecclésiale

Le dispositif du catholicisme construit au XIX^e siècle s'organise autour de trois piliers : un clergé séculier nombreux assurant le quadrillage du territoire qui compte près de 50.000 paroisses, doublé de congrégations religieuses dynamiques, masculines et féminines ; une quatrième génération d'institutions et de mouvements exprimant le catholicisme social ;

► Notre évêque nous parle

le magistère respecté du Pape Pie XII dont les évêques se font le relais. L'épuration de l'épiscopat, voulue par le pouvoir politique à la Libération, n'a pas lieu car l'opinion n'y est pas favorable. Tout le monde a des exemples du rôle de secours des évêques au temps des privations pendant la guerre.

- Au plan intellectuel, renouveau théologique

Le scolasticat jésuite de Fourvière (Lyon) voit s'épanouir les recherches du père Victor Fontoymont (1880-1958) et de ses collaborateurs. Claude Mondésert (1906-1990) et Henri de Lubac (1896-1991) participent à la fondation, au Cerf, de la collection *Sources chrétiennes* en 1942. Jean Daniélou (1905-1974) publie le premier volume : *Contemplation sur la vie de Moïse*, par Grégoire de Nysse. En 1952, Henri-Irénée Marrou (1904-1977) publie *L'Épître à Diognète*, rédigée par un chrétien anonyme du II^e siècle. Les jésuites fondent, chez Aubier, la collection *Théologie*. Le premier volume, en 1944, est d'Henri Bouillard (1908-1981) : *Conversion et grâce chez saint Thomas d'Aquin*. Les *Recherches de science religieuse*, créées en 1910, publient abondamment les résultats des recherches théologiques de la période d'après la guerre.

Le studium dominicain du Saulchoir, réfugié à Kain jusqu'à la veille de la guerre 39-45, voit son enseignement profondément renouvelé au cours des années 1930 sous la régence du père Marie-Dominique Chenu (1895-1990). Ce dernier est mis à l'écart en 1942. Les éditions du Cerf publient les recherches des professeurs du studium, revenu dans la région parisienne. Parmi eux, le père Yves Congar (1904-1995) qui publie, en 1937, *Chrétiens désunis*, premier volume de la nouvelle collection *Unam Sanctam*. En 1950, il fait paraître *Vraie et fausse réforme dans l'Église*. Les dominicains publient le résultat de leurs recherches dans la *Revue des sciences philosophiques et théologiques*, créée en 1927 (éditeur Vrin).

Ces deux écoles soumettent l'œuvre de Thomas d'Aquin à la critique pour montrer qu'il est un penseur de la modernité de son temps, en renouvelant la théologie grâce à l'apport de la philosophie d'Aristote. Ces deux écoles font du retour aux sources patristiques un moyen de revenir sur l'anti-protestantisme qui a raidi la théologie catholique après le concile de Trente. Ces deux écoles entrent en dialogue critique avec la modernité philosophique.

Ceci entraîne la réaction de ceux qui voient d'un mauvais œil la « nouvelle théologie », dont de Lubac et Congar sont les figures de proue.

- Militantisme de terrain

Dialoguer avec les militants communistes et renouveler l'utopie missionnaire deviennent des axes des patronages, des mouvements socio-professionnels, de l'action catholique spécialisée et du catholicisme social. On en voit l'expression dans le mouvement *Jeunesse de l'Eglise*, fondé dans les années 1930, par le dominicain Maurice Montuclard (1904-1988) ; le mouvement *Economie et humanisme*, fondé en 1941 dans la banlieue lyonnaise, par le dominicain Louis-Joseph Leuret (1897-1966) ; dans les groupes *Témoignage chrétien*, qui s'organisent à la Libération. En 1947, les anciens de la *Route*, branche aînée du scoutisme, créent *La Vie nouvelle*, dont sortiront beaucoup de membres ralliés au catholicisme de gauche, via l'adhésion à l'expérience de Mendès France (1907-1982) en 1954, et grâce à Jacques Delors (né en 1925).

Beaucoup sont attentifs aux situations de précarité. Cette approche les conduit à travailler avec des non-chrétiens. Les *Castors* inventent une forme d'autogestion dans la construction de logements pour les familles modestes. Henri Grouès (1912-2007), ancien résistant devenu député MRP de Meurthe et Moselle, dit l'abbé Pierre, fonde en 1948 le mouvement *Emmaüs*, une organisation non-confessionnelle. Le 1^{er} février 1954, l'appel de l'abbé Pierre sur les ondes de Radio-Luxembourg donne à ce mouvement une dimension nationale. En 1957, le père Joseph Wresinski (1917-1988), réfugié polonais vivant au camp installé à Noisy-le-Sec par Emmaüs, crée le mouvement *ATD Quart Monde*, lui aussi non-confessionnel. A Lyon, Gabriel Rosset (1904-1974) obtient des Conférences de Saint-Vincent-de-Paul l'ouverture d'un local d'accueil de nuit où il installe 50 lits. Les asiles de nuit sont d'abord ouverts aux hommes seuls, puis aux femmes isolées avec leurs enfants. En 1954, l'appel de l'abbé Pierre provoque un tournant. L'association crée un journal, *L'Arche*, ouvre ses logements aux familles et s'attaque à la résorption des bidonvilles lyonnais. Devenue *Le Foyer*, l'association ouvre ses lieux d'accueil aux immigrants d'Afrique du Nord, sans distinction de confession.

- Les évêques

L'action catholique spécialisée mise en place dans les années 1930 doit être généralisée. Les évêques demeurent attachés à l'ecclésiologie hiérarchique qui leur donne toute autorité dans leur diocèse. Depuis la Séparation (1905), les évêques sont, de fait, les dirigeants du catholicisme français, autonomes à l'égard de la République et attachés à Rome, où la personne de Pie XII est populaire.

► Notre évêque nous parle

Ils forment un épiscopat « national », qui a été bien formé au séminaire Saint-Sulpice à Paris, dans les universités à Rome ou dans les universités catholiques de France.

En 1951 se tient la première assemblée plénière de l'épiscopat français depuis 1907. Des projets sont élaborés ; on se répartit les commissions spécialisées. En 1961, le territoire français est découpé en neuf régions apostoliques. En 1965 est mise en place la Conférence des évêques de France, qui a une assemblée annuelle.

Certains évêques sont attentifs à la diminution du nombre de prêtres. Les nouvelles ordinations ne compensent pas les décès. La figure du prêtre a changé. Il n'est plus le petit notable villageois du XIX^e siècle. Il vit pauvrement et est assailli de missions très diverses. Il est progressivement disqualifié aux yeux de l'opinion. Une pastorale des vocations se met en place. Une diversification des lieux de la pastorale a lieu dans les années 1950 : Mission de France, Mission Ouvrière

- Prêtres-ouvriers

Les premiers prêtres-ouvriers se sont engagés sous l'Occupation et dans les mois qui ont suivi la Libération. Leur spiritualité est une sorte d'enfouissement missionnaire à la manière de Charles de Foucauld (1858-1916) : témoigner de la présence de l'Eglise aux côtés de ceux qui n'en sont pas. Ils côtoient une génération massivement syndiquée à la Confédération Générale du Travail (CGT) d'inspiration communiste. Autour d'eux, plusieurs milliers de sympathisants, en dehors du monde du travail, participent à leur aventure. La revue *Masses ouvrières* est fondée en 1945 ; la revue *Quinzaine* en 1950. Outre Madeleine Delbrêl (1904-1964) à Ivry et bien d'autres, qui ont une influence sur l'opinion, le best-seller de Gilbert Cesbron (1913-1979), *Les saints vont en enfer* (1952), les fait connaître partout en France.

- Vie intellectuelle de gauche

Au lendemain de la Libération, la vie intellectuelle à gauche se réorganise autour de la revue *Les Temps modernes* (Jean-Paul Sartre, 1905-1980). Les communistes ont *Les Lettres françaises* et *La Nouvelle Critique* ou encore les pages culturelles de *L'Humanité*, où signent Louis Aragon (1897-1982), Paul Eluard (1895-1952), Pablo Picasso (1881-1973) et Frédéric Joliot-Curie (1900-1958). On y parle du modèle soviétique de Staline, qui impose la dictature en Europe de l'Est.

- Mission ouvrière

Une partie des « Progressistes chrétiens » adhère à ce modèle. Une mouvance plus large, marquée par « Mission Ouvrière » choisit la voie du dialogue philosophique avec le marxisme. Ses partisans s'expriment dans des revues : *Esprit*, *Témoignage chrétien*, *Cahiers de Jeunesse de l'Eglise*, *Economie et humanisme*. Parmi eux Marie-Dominique Chenu (*Pour une théologie du travail*, 1955), Henri-Charles Desroche (1914-1994), (*Signification du marxisme*, 1949), Yves Congar (*Pour une théologie du laïcat*, 1953).

- Crise du progressisme chrétien et condamnation des prêtres-ouvriers

Face à « l'aveuglement » devant le modèle soviétique, le Mouvement Républicain Populaire (MRP) et les patrons catholiques réagissent. En 1945 naît le Centre Catholique des Intellectuels Français, présidé par Henri Bédarida (1887-1957), professeur à la Sorbonne et ancien de *Témoignage chrétien*. Le Centre se tient à distance prudente de la crise progressiste.

Le 1^{er} juillet 1949, un décret du Saint-Office condamne la collaboration entre catholiques et communistes sous peine d'excommunication. De 1950 à 1955, des sanctions, prises à Rome ou par les évêques français, visent la Mission Ouvrière et le progressisme chrétien. Parmi les personnes visées, Jean Boulier (1894-1980), Henri-Charles Desroche, George Bouche et Maurice Montuclard quittent la prêtrise. En août 1953, le nonce apostolique Paolo Marella (1895-1984) annonce la fin de l'expérience des prêtres-ouvriers pour le 1^{er} février 1954. Des théologiens dominicains sont condamnés par Rome : Chenu, Congar, Henri-Marie Féret (1904-1992), Pierre Boisselot (1894-1964) et les provinciaux des trois provinces dominicaines de France. La majorité des prêtres-ouvriers refuse de se soumettre. Une campagne d'opinion les soutient : le *Figaro*, *La Nouvelle Critique*, *Le Monde*, *L'Observateur*. Un plaidoyer collectif, *Les Prêtres-Ouvriers*, 1954, est publié aux Editions de Minuit.

- Passion de la sociologie

En 1931, Gabriel Le Bras (1891-1970), professeur à la Sorbonne et titulaire d'une chaire d'histoire du droit canonique à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Paris), suggère que l'on multiplie les enquêtes de pratique religieuse au sein des paroisses afin de mieux connaître la réalité quotidienne du catholicisme français. Au moment de la parution de *La France, pays de mission ?*, Fernand Boulard (1898-1977), prêtre du diocèse de Paris, aumônier national de

► Notre évêque nous parle

la Jeunesse Agricole Chrétienne depuis 1942, met en route une enquête qui sera à la base de la sociologie religieuse tournée vers la pastorale, qui connaît son apogée dans les années 1950 pour disparaître en 1968. Il est l'auteur de la *Carte religieuse de la France rurale* (1947).

Cette carte reproduit celle du refus du serment de 1791. Boulard met en évidence la corrélation entre ce recul de la pratique religieuse et celui des vocations sacerdotales. Persuadé que la solution réside dans une meilleure coordination entre les mouvements et les paroisses, Boulard prend, en 1958, la tête du Secrétariat interdiocésain d'information pour une pastorale d'ensemble. On peut comprendre qu'il s'agit d'une meilleure articulation entre l'action catholique spécialisée et les paroisses ; ou bien contester la spécialisation en estimant que c'est l'ensemble de la société française qui est en train de s'unifier, du fait d'un processus général de modernisation. Beaucoup d'évêques, d'universités et de congrégations religieuses appuient Boulard. A la demande des évêques, le dominicain Lebret publie une série d'outils pour permettre aux prêtres d'enquêter à leur tour dans leurs paroisses.

- Presse catholique

La presse catholique est dominée par deux groupes. Les Assomptionnistes dirigent la Bonne Presse (*La Croix*, *Le Pèlerin*) qui prend le nom de Bayard-Presses en 1970. A gauche, le groupe *La Vie Catholique* est issu de la fondation, en 1945, de l'hebdomadaire *La Vie catholique illustrée*, ancêtre du magazine *La Vie*. A sa tête nous avons Georges Hourdin (1899-1999), journaliste démocrate-chrétien passé par la résistance intellectuelle, qui a rêvé d'un travaillisme à la française.

La presse directement liée à l'institution ecclésiale joue le rôle de socialisation croyante et d'information interne. Dans chaque diocèse, nous avons les bulletins paroissiaux, la *Semaine religieuse* diocésaine, et *La Documentation Catholique* éditée par la Bonne Presse nationale. Les mouvements ont, eux aussi, des publications présentes sur les tables disposées à la sortie des églises. L'hebdomadaire *Le Pèlerin* tire, en 1962, à 540.000 exemplaires. S'y ajoutent *La Vie catholique illustrée* (450.000 exemplaires au début des années 1960), *Radio-Cinéma-Télévision*, fondé en 1950, qui devient en 1960 *Télérama* (86.000 exemplaires en 1966).

► Notre évêque nous parle

Dans le monde rural, des curés s'improvisent projectionnistes de « bons films » à la salle paroissiale ou sous un chapiteau ; en ville naissent les ciné-clubs, en s'appuyant sur les patronages, ou en fondant des réseaux de distribution spécifique.

Une presse pour les jeunes voit le jour : *Cœurs vaillants* pour les garçons (130.000 exemplaires en 1962), *Ames vaillantes* pour les filles ; *Fripounet et Marisette* (250.000 exemplaires en 1966). Les hebdomadaires belges arrivent en France : *Tintin*, *Spirou*, *Pilote*. La Bonne Presse fonde en 1962 *Record* et en 1966 *Pomme d'Api*. Pour les personnes âgées *Notre Temps* (1968). Georges Hourdin fonde en 1955 les *Informations Catholiques Internationales* et, en 1961, *Croissance des jeunes nations*.

La presse quotidienne et hebdomadaire d'information et d'opinion comprend un réseau d'une trentaine de quotidiens et d'hebdomadaires réunis au sein de l'Association nationale des périodiques catholiques de province (ANPCP), dont le principal est *Le Courrier français* (Bordeaux, 140.000 exemplaires sur 16 départements). Le premier quotidien régional d'inspiration catholique est *Ouest-France* (635.000 exemplaires en 1966 ; premier quotidien français en 1975 avec 735.000 exemplaires), qui n'est pas membre de l'ANPCP. *La Croix*, quotidien national, oscille entre 100.000 et 125.000 exemplaires au cours des années 1960. Le journal n'est pas un organe « officiel » de l'épiscopat, mais il se fait le relais des prises de position des évêques à propos de l'école, au sujet de la guerre d'Algérie et à l'approche des élections nationales. Dirigé par le père Emile Gabel (1949-1957) et par le père Antoine Wenger (1957-1969), le comité de rédaction a reçu une double direction en 1969, le père Lucien Guissard (1919-2009) et un laïc, André Géraud (1903-1990). Depuis lors, *La Croix* a une stratégie d'ouverture internationale et assure 40% de sa diffusion à l'étranger.

- Déconfessionnalisation

Suite à l'utopie de christianisation de la modernité, engagée par l'encyclique *Rerum novarum* (1891), un mouvement inverse se dessine après la deuxième guerre mondiale, appelé déconfessionnalisation. Cela commence avec les mouvements ouvriers qui prennent distance vis-à-vis des évêques et de la doctrine sociale de l'Eglise. Cela se poursuit dans le syndicat Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC).

► Notre évêque nous parle

- Sécularisation

Tout ceci reflète le mouvement de sécularisation qui affecte l'ensemble de la société en France. On en voit la manifestation dans le monde rural et dans le monde de l'entreprise. L'enseignement catholique bénéficie de subventions du régime de Vichy. Celles-ci sont supprimées à la Libération. Elles sont rétablies sous la pression du MRP en 1951. La guerre scolaire reprend dans les années 1950. L'épiscopat regarde avec méfiance les professeurs catholiques de l'enseignement public qui, réunis au sein de la Paroisse universitaire, se sont engagés en faveur de l'enseignement laïque. En 1956 et en 1958, les évêques rappellent aux électeurs l'enjeu de l'école catholique. En 1959, une enquête révèle que 15% des élèves du primaire et 40% des élèves de l'enseignement secondaire général et technique sont scolarisés dans le privé. La même année, la loi Debré met en place un enseignement privé sous contrat qui permet aux établissements signataires de recevoir un financement de l'Etat en échange du respect par eux des programmes définis nationalement. En même temps disparaissent les petits séminaires nés au XIX^e siècle.

- Guerre d'Algérie (1954-1962)

Les événements d'Algérie, accélérés par les indépendantistes algériens en 1954, divisent aussi le catholicisme français. Georges Bidault (1899-1983), successeur de Jean Moulin dans la Résistance, finit aux côtés de l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS). Lui qui avait pris la défense d'un travaillisme chrétien à la française bascule à droite pendant la guerre d'Indochine et à l'extrême-droite dès que Charles de Gaulle veut trouver des solutions pour l'Algérie.

Parmi les intellectuels catholiques, Jean Ousset (1914-1994), principale figure de la « Cité catholique » et du bulletin *Verbe*, renforce ses liens avec Mgr Marcel Lefebvre (1905-1991), évêque missionnaire de Dakar marqué par l'Action Française et que l'indépendance de l'Afrique française scandalise. Jean Madiran (1920-2013), entré à l'Action Française en 1943-1944, fonde en 1956 la revue *Itinéraires*, matrice d'un intégrisme chrétien d'extrême-droite que l'on retrouvera plus tard aux origines du Front national. Organisateur de l'attentat du Petit-Clamart contre de Gaulle, le 22 août 1962, Jean-Marie Bastien-Thiry (1927-1963) est un officier catholique, intransigent et scrupuleux. Lors de son procès, il invoque la doctrine thomiste du tyrannicide. La guerre d'Algérie (1954-1962) permet la reconstitution d'une extrême droite catholique.

► Notre évêque nous parle

Elle voit dans le FLN (Front de Libération Nationale) et son islam le bras armé du communisme international contre la civilisation occidentale chrétienne.

Les prêtres favorables au FLN sont peu nombreux. Ils se recrutent surtout parmi les prêtres de la Mission de France. C'est la pratique de la torture qui suscite la mobilisation contre la guerre. Informé de ce qui se passe au Maroc, François Mauriac (1885-1970) met en garde, en 1954, contre des pratiques dans lesquelles il dénonce l'imitation des bourreaux de Jésus-Christ. D'autres intellectuels catholiques commencent à dénoncer la pratique de la torture : Henri-Irénée Marrou, André Mandouze (1916-2006), Louis Massignon (1883-1962). Leurs protestations sont relayées par *France-Observateur*, *Le Monde*, *Témoignage chrétien*, *L'Express*, *La Croix*. L'opinion catholique commence à changer d'avis sur la guerre d'Algérie.

Les évêques, directement informés par Mgr Léon-Etienne Duval (1903-1996), archevêque d'Alger (cardinal en 1965), dénoncent la torture en mars 1957, dans une déclaration de l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques de France (ACA). En octobre 1960, ils reprennent cette dénonciation, en raison de la tentation d'insoumission de jeunes appelés, assimilée par l'armée à une désertion.

En octobre 1956, Jean Muller (1931-1956), un appelé en Algérie, membre de l'équipe nationale de la Route, branche aînée du scoutisme, meurt dans une embuscade, à l'âge de 25 ans. Il laisse des carnets où il raconte tout ce dont il a été le témoin. Faut-il les publier ? Michel Rigal (1914-1978), 40 ans, commissaire national du mouvement, s'y oppose, au nom du refus de la politique dans le mouvement scout catholique. En mai 1957, des extraits paraissent dans *Témoignage chrétien*. Le bulletin *La Route* se contente d'y renvoyer les lecteurs. Une crise éclate. L'équipe nationale démissionne. Elle ne fait que suivre la démission des secrétariats généraux de la JEC et de la JECF.

Cette crise est le point d'arrivée d'un conflit entre l'Action Catholique des Jeunes de France (ACJF) et la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), dont les prémisses remontent, entre autres, aux affrontements autour de la Résistance avec les intellectuels de l'ACJF. Les évêques mettent fin officiellement à l'ACJF et rappellent, dans une note, la doctrine du mandat, qui maintient l'Action Catholique dans un champ strictement apostolique et exclut toute forme d'engagement politique.

► Notre évêque nous parle

Dès 1957 se dessine un double enjeu qui va se manifester en mai 1968 : crise de l'engagement chez des militants qui considèrent que l'engagement civique qu'on leur demande, exige parfois de prendre des positions politiques ; crise de génération de la part de jeunes gens contraints de participer à une guerre, et qui se rendent compte que leurs aînés leur ont menti.

II. Deux papes pour un concile œcuménique, Vatican II (1962-1965)

Le 9 octobre 1958, le Pape Pie XII meurt. Le 28 octobre 1958, le conclave élit le cardinal Angelo Roncalli, qui prend le nom de Jean XXIII.

1. Qui est Jean XXIII ?

Angelo Giuseppe Roncalli est né le 25 octobre 1881 dans une « fraction » de Sotto il Monte, près de Bergame en Lombardie. Il est le 4^e enfant (premier fils) d'une fratrie de quatorze. Ses parents sont des métayers. Il communie pour la première fois et est confirmé à l'âge de 8 ans. Il entre au petit séminaire à l'âge de 12 ans. Elève brillant, il reçoit une bourse pour devenir étudiant au séminaire dell'Apollinare à Rome (appelé plus tard : Université du Latran). Il fait le service militaire en 1901. Il est promu docteur en droit canonique en 1904 et est ordonné prêtre le 10 août 1904, dans la basilique Santa Maria in Montesanto à Rome. Il devient secrétaire de Mgr Giacomo Radini-Tedeschi (1857-1914), nouvel évêque de Bergame, en 1904. Jusqu'en 1914, Roncalli enseigne au séminaire de Bergame : histoire de l'Eglise, patrologie, éloquence sacrée et théologie fondamentale. En 1915, il est sergent de l'armée royale italienne. Il devient ainsi aumônier militaire dans les hôpitaux. Après la guerre, il retourne au séminaire de Bergame comme directeur spirituel.

Ses compétences le font connaître à Rome où le Préfet de la *Propaganda Fide*, le cardinal Willem Marinus Van Rossum (1854-1932, rédemptoriste néerlandais, cardinal en 1911, évêque en 1918) le fait venir à la Curie romaine en 1921.

En 1925, le pape Pie XI le nomme *visiteur* en Bulgarie. Il devient rapidement *délégué apostolique*. Le 19 mars 1925, il est ordonné évêque à Rome par le Cardinal Giovanni Tacci Porcelli (1863-1928). En 1935, il est nommé délégué apostolique à Istanbul (Turquie) et en Grèce, où il est fort estimé pour son action en faveur des Juifs pendant la guerre. En 1944, il devient nonce apostolique en France. En 1953, il est créé cardinal et nommé patriarche de Venise, où il organise un synode diocésain.

► Notre évêque nous parle

Elu pape le 28 octobre 1958, il prend l'initiative de convoquer un synode diocésain, de refondre le *Code de droit canonique* et de convoquer un concile œcuménique. L'annonce de celui-ci a lieu le 25 janvier 1959.

Comme successeur de Pierre, Jean XXIII signe plusieurs encycliques : *Ad Petri Cathedram* (1959), *Mater et Magistra* (1961), *Pacem un terris* (1963).

L'ouverture du concile, appelé Vatican II, a lieu le 11 octobre 1962. Entre la première et la deuxième session du concile, Jean XXIII meurt le 3 juin 1963.

Jean XXIII est canonisé le 27 avril 2014.

Le conclave élit le cardinal Jean-Baptiste Montini, archevêque de Milan, qui prend le nom de Paul VI.

2. Qui est Paul VI ?

Giovanni Battista Enrico Antonio Maria Montini est né le 26 septembre 1896 à Concesio, près de Brescia. En 1902, il entre au Collège Cesare-Arici de Brescia. Souffrant de problèmes cardiaques, il suspend sa scolarité en 1904 pendant un an. Il communie pour la première fois en 1906 et est confirmé peu de temps après. La famille déménage à Rome en 1907. Il suspend de nouveau sa scolarité en 1910. Il étudie désormais à la maison. En 1913, il passe l'examen d'études secondaires et, en 1916, le correspondant du baccalauréat français.

Il entre au Séminaire en 1916 et est ordonné prêtre de Brescia le 29 mai 1920. Inapte à devenir prêtre en paroisse, en raison de sa santé, Montini est envoyé à Rome par son évêque afin d'y compléter sa formation. Il loge au Collège Lombard ; il suit les cours à la Grégorienne (tenue par les Jésuites) et à la Sapienza (université laïque). Il est diplômé en philosophie, en théologie et en droit civil. En 1921, il est inscrit à l'Académie des Nobles Ecclésiastiques, qui forme les futurs diplomates du Saint-Siège. A l'été 1922, il passe l'été en Allemagne et en Autriche. Docteur en Droit canonique du Séminaire de Milan le 9 décembre 1922, il est envoyé, en mai 1923, à la nonciature à Varsovie, d'où il revient en octobre, en raison de sa santé. Fin novembre 1923, il est aumônier du Cercle romain de la Fédération des Universités Catholiques Italiennes (FUCI). A l'été 1924, il est en France où il apprend le français à Paris. Le 24 octobre 1924, il est « préposé » à la Secrétairerie d'Etat.

► Notre évêque nous parle

Le 9 avril 1925, il est « minutante » à la Section des Affaires ordinaires. Pie XI le nomme aumônier national de la FUCI, et camérier secret, ce qui lui permet d'être appelé « Monseigneur ». Il étudie beaucoup et rédige des ouvrages. Il est influencé par Maurice Zundel (1897-1979) et Jacques Maritain (1882-1973). Au contact de nombreux étudiants, Montini est de plus en plus opposé à Mussolini et au fascisme. En 1930, il est « primo minutante ». La situation politique en Italie et des rumeurs concernant son implication dans les FUCI entraînent la démission de sa charge d'aumônier national de l'Action catholique italienne. Montini continue sa charge de professeur de la diplomatie pontificale et de l'introduction au dogme catholique à l'Université du Latran.

En 1935, il voyage en France, en Grande-Bretagne et en Irlande. En 1937, il est nommé Substitut aux Affaires ordinaires. Charge qu'il poursuit avec le Pape Pie XII (1939), qui a un Secrétaire d'Etat (Luigi Maglione, 1877-1944) et deux Substituts (Montini et Domenico Tardini, 1888-1961). A ce titre, Montini est reçu chaque jour par le Pape. Le Secrétaire d'Etat meurt en 1944. Il n'est pas remplacé. En 1952, le Pape Pie XII nomme Tardini et Montini Pro-Secrétaire-d'Etat, en justifiant cette nomination par le fait que tous les deux ont refusé le chapeau de cardinal. Fin 1954, Montini est nommé archevêque de Milan. Il est ordonné évêque à la Basilique Saint-Pierre à Rome le 12 décembre 1954 par le Cardinal Eugène Tisserant (1884-1972). Montini et Jean Guittou (1901-1999) se connaissent bien. Montini a, de ce fait, des informations solides sur l'évolution intellectuelle, philosophique, théologique et apologétique en France.

Dès que le cardinal Angelo Roncalli est élu pape le 28 octobre 1958, il annonce à Montini qu'il le crée cardinal. Ce qui est fait le 15 décembre 1958.

Après la mort de Jean XXIII, le conclave élit le cardinal-archevêque de Milan, qui prend le nom de Paul VI.

Paul VI est canonisé le 14 octobre 2018.

3. Concile Vatican II (1962-1965)

Le concile ouvre un espace à l'initiative des fidèles les plus engagés, encouragés par leurs évêques, leurs curés et leurs aumôniers. Parmi les acteurs français du concile, nous avons les évêques et quelques théologiens qui avaient été en difficulté sous Pie XII : Henri de Lubac, Yves Congar, Marie-Dominique Chenu, Jean Daniélou et quelques autres.

Les prêtres-ouvriers sont de nouveau autorisés en 1965. Pour certains, le concile a engagé une dynamique d'ouverture au monde qu'il n'a pas eu le temps de mener à son terme. Il faudra donc renforcer les liens du catholicisme avec le monde moderne. Le périodique *Concilium*, fondé en 1965, en est une illustration.

Pour d'autres, l'ouverture au monde est accomplie. Il faudra réaffirmer la spécificité du catholicisme, dans une attitude confessante, afin d'éviter qu'il ne se dissolve au sein de la modernité. Le périodique *Communio*, dont l'édition française paraît en 1975, en est une illustration.

Au retour du concile, les intellectuels qui avaient préparé les textes promulgués trouvent, en France, une jeunesse qui a changé, imprégnée par le structuralisme, lectrice de Claude Lévi-Strauss (1908-2009), Michel Foucault (1926-1984), Louis Althusser (1918-1990), Pierre Bourdieu (1930-2002) et Jacques Lacan (1901-1981). On ne se réfère plus à l'humanisme classique, mais bien aux sciences sociales et à la psychanalyse. Les inspirateurs du concile ne s'y retrouvent pas. Jacques Maritain (*Le Paysan de la Garonne*, 1966), Etienne Gilson (*Les tribulations de Sophie*, 1967), Louis Bouyer (*La Décomposition du catholicisme*, 1968), Henri de Lubac (*L'Eglise dans la crise actuelle*, 1969) et Jean Daniélou (*La Culture trahie par les siens*, 1972) en sont les témoins.

La génération nouvelle des mouvements catholiques ne comprend plus rien à la doctrine du mandat, qui interdit tout engagement politique. Le cardinal-archevêque de Paris, Pierre Veillot (1913-1968), contraint les dirigeants à démissionner. Dans cette incompréhension totale, les membres de la nouvelle génération n'auront plus de contacts avec les évêques, au moment où ces laïcs exerceront des responsabilités dans la société.

III. Du Concile aux années 1968

1. Evolution politique

Après le retrait de Charles de Gaulle en 1969, Georges Pompidou est élu président de la République (1969-1974). Il maintient les orientations du gaullisme et modernise l'appareil économique. Après la mort de Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) met l'accent sur le changement de société : abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans ; interruption volontaire de grossesse. On assiste au renforcement de l'axe franco-allemand pour la construction de l'Union européenne et à la poursuite des interventions de la France en Afrique.

► Notre évêque nous parle

- Génération 68

Les jeunes de la génération née après la guerre, qui n'ont pas connu la guerre d'Algérie, font des études beaucoup plus longues et ont une relation tout à fait différente avec leurs aînés. De plus, ces jeunes deviennent très nombreux. Le conflit des générations prend le pas sur les conflits de classe. Ce conflit coïncide avec l'apogée du gauchisme en France (mouvements gauchistes, trotskistes, maoïstes, anarchistes) qui s'installe dans les débats publics. Les institutions qui donnent sens à la vie collective sont systématiquement visées par le gauchisme : la politique, la famille, l'école, l'université, l'Eglise et l'armée.

Les enjeux collectifs sont « hyperpolitisés » : la démocratie, la culture, la vie privée, la consommation, l'éducation et la sexualité. La Révolution 68 a été un jeu auquel on croyait. Dix ans plus tard, le chômage est là... On change de discours. En effet, on sort de l'ère industrielle et on entre dans celle des individus.

2. Evolutions ecclésiales

Le catholicisme en est influencé. Dans la réception du concile, l'Eglise est visée par la contestation des institutions. Et, d'un autre côté, des catholiques s'engagent dans l'Eglise et dans le mouvement social. Ils cherchent à produire du changement dans l'Eglise pour changer la société et sauver l'Eglise telle qu'ils la vivent.

- Gauchisme chrétien

Deux tendances concurrentes expriment le gauchisme chrétien, catholique et protestant.

Une tendance se désigne « **chrétiens marxistes** » ou « chrétiens révolutionnaires ». Ceux-ci se réunissent autour de revues et de bulletins (*La Lettre, Cité nouvelle, Notre combat*). Ils ont en commun de se saisir de la pensée marxiste pour déployer une double contestation, à la fois contre les structures de l'Eglise et contre les institutions de la V^e République. Leur porte-parole est le dominicain Jean Cardonnel (1921-2009), qui prêche un carême révolutionnaire en mars 1968 à la Mutualité (Paris) et relaie la théologie de la mort de Dieu. Le dominicain Paul Blanquart (né en 1934) devient rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Politique Hebdo*, fondé en 1970. On se demande si Maurice Clavel (1920-1979) est des leurs.

► Notre évêque nous parle

Ancien résistant converti au catholicisme en 1964, il rompt avec le gaullisme, tient une chronique au *Nouvel Observateur*, et devient le compagnon de route des maoïstes. Il rejoint ensuite les « nouveaux philosophes ».

La seconde tendance se reconnaît comme « **chrétiens communautaires** » ou « chrétiens critiques ». Ils s'organisent dans des communautés de base, souvent œcuméniques, et réinventent la foi au sein de petits groupes concurrents de « l'Église hiérarchique ». Ils investissent des lieux à forte dimension symbolique, comme la Communion de Boquen, fondée par Bernard Besret (né en 1935) autour de la communauté cistercienne dont il a été le prier. Ils se rassemblent à l'échelle nationale au sein de la plateforme commune *Concertation*. Celle-ci est ouverte à des cathos de gauche plus modérés du Parti socialiste unifié de Michel Rocard (1930-2016) et du nouveau Parti socialiste de François Mitterrand (1916-1996).

Militants d'un nouveau genre, ils se sentent en droit de contester le magistère romain et celui des évêques au nom même de leur foi. Jacques Duquesne (né en 1930) a résumé en une formule ce que ces gauchistes pensent : *Quand Rome parle, s'ouvre un débat*. Les mouvements d'Action catholique spécialisée s'effondrent ; ils se vident de leurs militants. Cet effondrement correspond avec la chute du modèle d'éducation populaire qui a contribué à la modernisation de la société française et à la démocratisation de la culture. Les grandes institutions intellectuelles du dispositif catholique traversent, elles aussi, une crise. Le Centre catholique des intellectuels français, alors dirigé par René Rémond (1918-2007), disparaît en 1976. Les Semaines sociales de France entrent en sommeil.

- Cathos de gauche

L'ouverture conciliaire et la recomposition politique après la guerre d'Algérie entraînent la construction d'une « nouvelle gauche » qui rassemble les déçus du Parti communiste français (PCF), suite aux répressions de Budapest (1956) et de Prague (1968) ; les déçus de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) du fait de la compromission du parti dans la répression en Algérie ; les déçus du Parti Républicain Progressiste (PRP) coincé entre la gauche et le gaullisme. Le Parti Socialiste Unifié (PSU) apparaît comme le porte-parole de cette nouvelle gauche. Quelques clubs servent de relais dans la migration catholique vers le Parti Socialiste (PS) : le club *Citoyens 60*, animé par Jacques Delors ; le *Club 72*, fondé par Robert Buron (1910-1973).

► Notre évêque nous parle

Le recrutement se fait par les publications du groupe *La Vie catholique*, l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, dirigé par Georges Montaron (1921-1997), et la revue *Esprit*. En 1972, les évêques publient : *Eglise, politique et foi. Pour une pratique chrétienne de la politique*.

Pour beaucoup des cathos de gauche, l'entrée au PS se nourrit d'un transfert d'utopie, du religieux vers le politique. Certains d'entre eux tentent de constituer un mouvement spécifique, *Chrétiens pour le socialisme*, à la fin des années 1970. En 1979, François Mitterrand les marginalise au congrès de Metz, avant même la victoire de 1981 à l'élection présidentielle dans laquelle ils ont joué un rôle.

- Emancipation des corps et combat pour l'avortement

L'évolution des mœurs connaît l'étape de la loi Neuwirth (1967) qui autorise les nouveaux moyens de contraception. En juillet 1968, le pape Paul VI publie l'encyclique *Humana Vitae*, qui renouvelle la condamnation des moyens de contraception, jugés contraires à la loi naturelle. Pour l'opinion, pour beaucoup de catholiques, cette encyclique marque la fin de l'ouverture de l'Eglise au monde moderne. Un fossé se creuse entre le magistère de l'Eglise et l'expérience quotidienne de la majorité des couples.

Des mouvements nouveaux voient le jour : Femmes et hommes en Eglise (1970), David et Jonathan (1971), pour accompagner les personnes homosexuelles.

Avec l'élection de Valéry Giscard d'Estaing comme président de la République (1974), une loi (Simone Veil) en 1975 autorise l'avortement.

- Crise du sacerdoce ministériel

Le nombre d'ordinations de prêtres diminue régulièrement pour arriver à moins de 100 en 1977. Le pourcentage des prêtres inactifs en raison de l'âge passe à 12,5% en 1975.

Au lendemain du concile beaucoup de prêtres demandent la reconduction à l'état laïc : 241 entre 1960 et 1964 ; 485 entre 1965 et 1969 ; 972 entre 1970 et 1974, dont 225 en 1972 au lendemain du synode romain de 1971 sur le sacerdoce.

► Notre évêque nous parle

En 1968, on assiste à une contestation sacerdotale organisée. Le 3 novembre 1968, 86 prêtres publient dans la presse une lettre ouverte où sont formulées quatre revendications qui tendent à aligner le statut du prêtre sur celui des autres citoyens : droit au travail salarié ; droit à l'engagement politique ou syndical ; mise en place d'instances de délibération démocratique dans l'Eglise ; possibilité d'accueillir sérieusement, avec franchise et liberté, l'éventualité de prêtres mariés. Ainsi naît le mouvement *Echanges et dialogue*. Quelques figures majeures se dégagent : Jean Cardonnel, Robert Davezies (1923-2007), Marc Oraison (1914-1979), Hervé Chaigne (1927-2017). En 1969, une « assemblée européenne des prêtres » se tient à Coire, en Suisse, en marge d'une rencontre des évêques sur le sacerdoce.

Les évêques ne veulent pas entrer en contact avec *Echanges et dialogue* ; ils ouvrent un espace de dialogue avec d'autres prêtres, tout en n'engageant pas un débat sur la théologie du ministère, ni sur le célibat.

- Liturgie, réforme, crise

La constitution sur la liturgie à Vatican II est votée à l'unanimité moins quatre voix. Les évêques veulent retourner aux sources de la liturgie, encourager la participation des fidèles à la liturgie, souligner l'importance de la Parole de Dieu, centrer l'essentiel sur le mystère pascal du Christ.

Beaucoup de groupes de catholiques sont entrés dans ce mouvement.

Des controverses apparaissent dès les années 1960. Des évêques sont informés de rituels nouveaux non reconnus ; de messes interconfessionnelles débouchant sur une intercommunion entre protestants et catholiques ; de messes sécularisées avec des « objets » divers ; de messes sans prêtre ; de prières eucharistiques improvisées en fonction de l'actualité politique.

Le 3 avril 1969, le pape Paul VI publie la constitution *Missale romanum*, par laquelle il approuve le nouvel ordinaire de la messe. Beaucoup accueillent le Missel et, progressivement, les autres rituels de la liturgie.

Quelques-uns contestent. Cette fois, ce sont des partisans de la mouvance intégriste.

La réception de la constitution sur la liturgie correspond aussi à la baisse régulière de la participation à la liturgie dominicale : En 1957, 37% ; 1961, 35% ; 1966, 24% ; 1975, 13,5% ; 1986, 11%.

► Notre évêque nous parle

- Dissidence intégriste

Mgr Marcel Lefebvre (1905-1991), spiritain, missionnaire, est nommé archevêque de Dakar en 1955. En raison de son opposition au processus de l'indépendance, il doit démissionner en 1962. Il participe au concile, mais il estime que c'est la plus grave tragédie que l'Eglise ait jamais connue. En 1969, il ouvre à Ecône (Suisse) un séminaire traditionaliste, qui recrute un peu partout dans le monde. Il s'oppose au *Missel romain*, publié par Paul VI. Malgré l'interdit posé par Rome, il ordonne les premiers prêtres d'Ecône le 29 juin 1976. Cela entraîne un décret de suspense. En février 1977, les intégristes investissent à Paris l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Le mouvement intégriste s'organise comme une « contre-Eglise ». En 1988, Mgr Lefebvre ordonne quatre évêques, ce qui entraîne l'excommunication.

Il représente la tradition intégriste qui refuse le concile, au nom du refus de toute concession à la démocratie comme au monde moderne, et il continue de voir dans la Révolution française l'événement fondateur d'un combat du libéralisme et du modernisme contre la civilisation chrétienne. Il est aussi le porte-parole d'une tradition politique d'extrême-droite, née dans le combat maurrassien au temps de l'affaire Dreyfus, qui s'est reconnue dans le régime de Vichy puis dans l'Algérie française, et qui renaît de ses cendres au milieu des années 1970 au moment de la création du Front national.

- Une nouvelle étape ?

Les nouveaux évêques, nés après la guerre 14-18 et ordonnés prêtres après la guerre 39-45 n'ont pas été confrontés, comme évêques, aux évolutions politiques d'avant 1950. Roger Etchegaray (1922-2020), Gabriel Matagrín (1919-2004), Robert Coffy (1920-1995) donnent un nouveau souffle à la Conférence des évêques de France. Albert Decourtray (1923-1994), un des premiers à soutenir le mouvement charismatique, et Jean-Marie Lustiger (1926-2007) cherchent, eux aussi, à mettre en application le concile.

Les évêques renoncent à la doctrine du mandat, en 1975, en constatant l'épuisement du modèle d'Action catholique spécialisée. Bon connaisseur des sciences humaines et très engagé aux côtés des militants laïcs, Gabriel Matagrín est chargé de condamner officiellement le marxisme, en 1976, au moment où le gauchisme s'étiolle et où le modèle soviétique ne fait plus rêver, trois ans après la traduction en français de *L'Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne (1918-2008).

► Notre évêque nous parle

La déception suscitée par l'évolution du régime cubain, la découverte des ravages de la révolution culturelle en Chine (Jean Pasqualini, *Prisonnier de Mao*, 1975), le génocide cambodgien (François Ponchaud, *Cambodge année zéro*, 1977) alimentent la « crise des utopies » dont témoigne aussi le succès des « nouveaux philosophes », derrière André Glucksmann (1937-2015) et Bernard-Henri Lévy (né en 1948).

IV. Deux papes aux prises avec des questions nouvelles

Paul VI meurt le 6 août 1978. Le conclave élit le cardinal Luciani, patriarche de Venise, qui prend le nom de Jean-Paul I^{er}.

1. Qui est Jean-Paul I^{er} ?

Albino Luciani est né le 17 octobre 1912 à Canale d'Agado (Belluno, Italie). Ordonné prêtre le 7 juillet 1935 pour le diocèse de Belluno, il est envoyé parfaire sa formation à l'Université Grégorienne à Rome, où il est promu Docteur en théologie. Professeur de théologie dogmatique au Séminaire de Belluno, il est appelé à devenir évêque de Vittorio Veneto en 1958. Il est ordonné par le nouveau pape Jean XXIII. Le 15 décembre 1969, le Pape Paul VI le nomme patriarche de Venise. Il est créé cardinal en mars 1973. Après la mort de Paul VI, il est élu pape le 26 août 1978 et il prend le nom de Jean-Paul I^{er}. Il meurt le 28 septembre 1978.

Le conclave élit Karol Wojtyła, cardinal-archevêque de Cracovie, qui prend le nom de Jean-Paul II.

2. Qui est Jean-Paul II ?

Karol Jozef Wojtyła est né le 18 mai 1920 à Wadowice (Pologne). Etudiant en philologie, il fait du théâtre. Il entre au séminaire clandestin de Cracovie en 1942. Ordonné prêtre le 1^{er} novembre 1946 par le Cardinal Adam Stefan Sapieha (1867-1951), archevêque de Cracovie, il est envoyé à Rome pour y compléter sa formation à l'Angelicum, où il est promu Docteur en théologie en 1948. De retour à Cracovie, il est nommé professeur à l'Université. Il rédige une thèse en philosophie. Il est promu Docteur en philosophie en 1953 et est nommé à la Faculté de Théologie de l'Université Jagellon. En 1954, il est nommé à l'Université de Lublin.

► Notre évêque nous parle

Le 28 septembre 1958, le Pape Pie XII le nomme évêque auxiliaire de Cracovie. Il est ordonné évêque par Mgr Eugeniusz Baziak (1890-1962). Le 30 décembre 1963, Mgr Baziak étant décédé, Wojtyla est nommé archevêque de Cracovie. Il est créé cardinal le 26 juin 1967.

Après la mort de Jean-Paul I^{er} le 28 septembre 1978, le conclave élit le cardinal-archevêque de Cracovie, le 16 octobre 1978.

Avec Jean-Paul II, il y a comme un arrêt brutal des orientations intellectuelles en France, au plan théologique et pastoral. Au plan européen, les regards se portent sur la situation des régions aux prises avec l'Union Soviétique. Jean-Paul II connaît parfaitement la situation des Eglises locales au plan théorique et au plan pratique. Au plan international, la situation de la théologie et de la pastorale en Amérique latine suscite des débats.

Les catholiques de France sont invités à regarder « ailleurs » les enjeux de l'annonce de l'Évangile. Le pape polonais a un jugement tout à fait neuf sur l'intégration de l'Église dans une société sécularisée. Il a en tête le modèle communiste athée, et pas la Révolution française.

Jean-Paul II est canonisé le 27 avril 2014.

Denis PELLETIER, *Les catholiques en France de 1789 à nos jours*, Editions Albin Michel, 2019, p. 213-275.

John W. O'MALLEY, *L'événement Vatican II*, Traduit de l'américain par Marie-Raphaël de Hemptinne, o.s.b., et Isabelle Hoorikx-Raucq et revu par Simon Decloux, s.j., Paul Tihon, s.j. et Benoît Malvaux, s.j., Collection *La part-Dieu*, 18, Bruxelles, Editions Lessius, 2011.

+ Guy,
Evêque de Tournai